

Rapport financier 2012 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Bromont

Code géographique : 46078

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Richard Joyal, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Bromont pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.

(Nom de l'organisme)

Date 2013-05-06 Signature _____

Dernière modification : 2013-05-07 11:44:10

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	30

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'appliquent pas.

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Bromont et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2012, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve

Fondement de l'opinion avec réserve

La Ville de Bromont perçoit des droits auprès des exploitants de carrières et sablières dont il n'est pas possible d'en auditer l'exhaustivité de façon satisfaisante. Par conséquent, notre audit de ces produits s'est limité aux montants inscrits dans les comptes de la Ville de Bromont et nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants consolidés de revenus d'imposition de droits, de l'excédent de l'exercice et des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement pour les exercices terminés le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2011 ainsi que des actifs financiers, des actifs financiers nets et des fonds réservés au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences possibles du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve » les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Bromont et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Bromont inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S11, S23, S23-1 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A119354

DATE 2013-05-06

Dernière modification : 2013-05-07 11:44:10

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2013-05-07 11:44:10

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>Réalisations 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Réalisations 2012</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	18 483 411	19 151 740	19 500 957			19 500 957
Compensations tenant lieu de taxes	2	59 153	51 840	58 990			58 990
Quotes-parts	3					96 000	
Transferts	4	596 694	602 350	1 083 154		38 839	1 121 993
Services rendus	5	1 068 962	956 680	1 306 449		168 072	1 474 521
Imposition de droits	6	1 592 551	1 202 300	2 444 259			2 444 259
Amendes et pénalités	7	638 965	378 090	634 867			634 867
Intérêts	8	187 347	120 000	166 559		3 340	169 899
Autres revenus	9	134 926	3 000	64 444		240 228	135 172
	10	22 762 009	22 466 000	25 259 679		546 479	25 540 658
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	1 131 702	1 150 000	1 483 538			1 483 538
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	1 494 111		45 522			45 522
Autres	15	926 000					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	3 551 813	1 150 000	1 529 060			1 529 060
	18	26 313 822	23 616 000	26 788 739		546 479	27 069 718
Charges							
Administration générale	19	2 370 848	2 317 360	2 432 110	70 798	4 530	2 507 438
Sécurité publique	20	4 044 392	4 420 560	4 738 891	291 456		5 030 347
Transport	21	2 934 474	2 928 240	2 923 440	2 046 934	387 962	5 262 336
Hygiène du milieu	22	3 029 714	2 825 190	2 835 603	638 033		3 473 636
Santé et bien-être	23	33 069	43 950	27 366			27 366
Aménagement, urbanisme et développement	24	2 256 773	2 590 120	2 666 838	25 392	210 472	2 733 202
Loisirs et culture	25	1 770 822	2 114 760	2 028 027	299 467		2 327 494
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	1 340 296	1 474 320	1 350 462		136	1 350 598
Amortissement des immobilisations	28	2 709 004	3 415 070	3 372 080	(3 372 080)		
	29	20 489 392	22 129 570	22 374 817		603 100	22 712 417
Excédent (déficit) de l'exercice	30	5 824 430	1 486 430	4 413 922		(56 621)	4 357 301

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 824 430		1 486 430		4 413 922	(56 621)	4 357 301
Moins: revenus d'investissement	2	(3 551 813 )	(	1 150 000 )	(	1 529 060 )	(	1 529 060)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 272 617		336 430		2 884 862	(56 621)	2 828 241
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	2 709 004		3 415 070		3 372 080	96 165	3 468 245
Produit de cession	5					2 883	20 931	23 814
(Gain) perte sur cession	6					4 983	(18 759)	(13 776)
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	2 709 004		3 415 070		3 379 946	98 337	3 478 283
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11							
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12	36 959				39 132		39 132
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15	36 959				39 132		39 132
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	(133 333)				(42 940)		(42 940)
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 387 577 )	(	2 309 730 )	(	2 530 800 )	(	2 530 800)
	18	(2 520 910)	(	2 309 730)	(	2 573 740)	(	2 573 740)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(105 589 )	(	550 000 )	(	617 595 )	(	15 174)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	52 641				495 012		495 012
Excédent de fonctionnement affecté	21							
Réserves financières et fonds réservés	22	(548 232)		(891 770)		(859 544)		(859 544)
Montant à pourvoir dans le futur	23	(14 479)				(4 813)		(4 813)
Financement des investissements en cours	24							
	25	(615 659)		(1 441 770)		(986 940)	(15 174)	(1 002 114)
	26	(390 606)		(336 430)		(141 602)	83 163	(58 439)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 882 011				2 743 260	26 542	2 769 802

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	3 551 813	1 150 000	1 529 060		1 529 060
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2 (	126 055)	(183 350)	(147 682)	()	(147 682)
Sécurité publique	3 (	134 854)	(153 700)	(308 622)	()	(308 622)
Transport	4 (	4 488 076)	(3 973 500)	(3 863 251)	(41 624)	(3 904 875)
Hygiène du milieu	5 (	4 205 712)	(4 150 500)	(2 310 210)	()	(2 310 210)
Santé et bien-être	6 ()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	80 514)	()	(76 775)	()	(76 775)
Loisirs et culture	8 (	557 429)	(144 030)	(223 317)	()	(223 317)
Réseau d'électricité	9 ()	()	()	()	()
	10 (	9 592 640)	(8 605 080)	(6 929 857)	(41 624)	(6 971 481)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11 (	790 000)	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12 (	27 234)	()	(27 234)	()	(27 234)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	7 559 800	6 090 000	5 983 400	26 450	6 009 850
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	105 589	550 000	617 595	15 174	632 769
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	42 850		382 261		382 261
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17	792 055	815 080	731 076		731 076
	18	940 494	1 365 080	1 730 932	15 174	1 746 106
	19	(1 909 580)	(1 150 000)	757 241		757 241
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	1 642 233		2 286 301		2 286 301

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	Réalizations 2011		Budget 2012	Réalizations 2012		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 824 430	1 486 430	4 413 922	(56 621)	4 357 301
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(9 592 640)	(8 605 080)	(6 929 857)	(41 624)	(6 971 481)
Produit de cession	3			2 883	20 931	23 814
Amortissement	4	2 709 004	3 415 070	3 372 080	96 165	3 468 245
(Gain) perte sur cession	5			4 983	(18 759)	(13 776)
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(6 883 636)	(5 190 010)	(3 549 911)	56 713	(3 493 198)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(790 000)				
Variation des stocks de fournitures	9	(21 769)		(43 190)	3 592	(39 598)
Variation des autres actifs non financiers	10	12 295		(227)	226	(1)
	11	(799 474)		(43 417)	3 818	(39 599)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(1 858 680)	(3 703 580)	820 594	3 910	824 504
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(33 245 651)		(35 104 331)	203 141	(34 901 190)
Redressement aux exercices antérieurs	14					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(33 245 651)		(35 104 331)	203 141	(34 901 190)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(35 104 331)		(34 283 737)	207 051	(34 076 686)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2011		2012	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	9 558 260	5 952 959	218 068	6 171 027
Placements temporaires	2			50 000	50 000
Débiteurs (note 5)	3	8 102 555	8 206 381	39 708	8 246 089
Prêts (note 6)	4	68 347	68 347		68 347
Placements à long terme (note 7)	5	94 284	82 386		82 386
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	55 471	59 601		59 601
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	17 878 917	14 369 674	307 776	14 677 450
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires	11				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	12 708 093	4 726 887	61 178	4 788 065
Revenus reportés (note 11)	13	88 649	74 437	13 097	87 534
Dette à long terme (note 12)	14	40 186 506	43 852 087	26 450	43 878 537
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	52 983 248	48 653 411	100 725	48 754 136
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(35 104 331)	(34 283 737)	207 051	(34 076 686)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 13)	18	82 857 837	86 498 671	1 402 613	87 901 284
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	790 000	790 000		790 000
Stocks de fournitures	20	162 833	206 023	17 836	223 859
Autres actifs non financiers (note 15)	21	65 427	65 654	5 039	70 693
	22	83 876 097	87 560 348	1 425 488	88 985 836
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 853 915	3 368 014	206 374	3 574 388
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	976 497	1 609 273	50 000	1 659 273
Montant à pourvoir dans le futur	25	(44 795)	(53 738)		(53 738)
Financement des investissements en cours	26	649 709	2 822 401		2 822 401
Investissement net dans les éléments à long terme	27	45 246 850	45 423 185	1 376 165	46 799 350
	28	48 771 766	53 276 611	1 632 539	54 909 150

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	Réalizations 2011		Réalizations 2012		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 824 430	4 413 922	(56 621)	4 357 301
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	2 709 004	3 372 080	96 165	3 468 245
Autres					
- (gain) perte sur cession immo	3		4 983	(18 759)	(13 776)
- Ajustement	4	(1)		(1)	(1)
	5	8 533 433	7 790 985	20 784	7 811 769
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(1 270 444)	(103 826)	33 558	(70 268)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	3 949 721	(7 981 206)	51 300	(7 929 906)
Revenus reportés	9	(14 199)	(14 212)	9 820	(4 392)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(16 598)	(4 130)		(4 130)
Propriétés destinées à la revente	11	(790 000)			
Stocks de fournitures	12	(21 769)	(43 190)	3 592	(39 598)
Autres actifs non financiers	13	12 296	(227)	226	(1)
	14	10 382 440	(355 806)	119 280	(236 526)
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(9 592 640)	(6 929 857)	(41 624)	(6 971 481)
Produit de cession	16		2 883	20 931	23 814
	17	(9 592 640)	(6 926 974)	(20 693)	(6 947 667)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	(27 234)	(27 234)		(27 234)
Remboursement ou cession	19	36 959	39 132		39 132
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	9 725	11 898		11 898
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	13 449 000	10 984 000	26 450	11 010 450
Remboursement de la dette à long terme	24	(6 796 552)	(7 314 611)		(7 314 611)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(250 000)			
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(95 127)	(3 808)		(3 808)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	6 307 321	3 665 581	26 450	3 692 031
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	7 106 846	(3 605 301)	125 037	(3 480 264)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	2 451 414	9 558 260	143 031	9 701 291
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²	32	9 558 260	5 952 959	268 068	6 221 027

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>Réalisations 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Réalisations 2012</u>		
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	<u>Total</u>
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	<u>consolidé¹</u>
Rémunération	1	6 738 556	7 655 040	7 879 481	79 318	7 958 799
Charges sociales	2	1 424 484	1 686 330	1 584 381	16 286	1 600 667
Biens et services	3	6 865 668	6 444 740	6 532 998	411 195	6 774 693
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	1 247 390	1 457 940	1 345 158		1 345 158
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 274	1 280	1 274		1 274
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	91 632	15 100	4 030	136	4 166
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	755 626	760 200	733 714		637 714
Autres	10	216 648	239 700	285 508		285 508
Autres organismes	11	334 744	442 700	609 532		609 532
Amortissement des immobilisations	12	2 709 004	3 415 070	3 372 080	96 165	3 468 245
Autres						
- Créances douteuses	13	10 673	11 470	13 466		13 466
- Réclamation dommages intérêts	14	2 771		13 195		13 195
-	15	90 922				
	16	20 489 392	22 129 570	22 374 817	603 100	22 712 417

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Budget 2012	Réalizations	
			2012	2011
Revenus				
Taxes	1	19 151 740	19 500 957	18 483 411
Compensations tenant lieu de taxes	2	51 840	58 990	59 153
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 824 350	2 605 531	1 748 396
Services rendus	5	1 111 080	1 474 521	1 239 678
Imposition de droits	6	1 202 300	2 444 259	1 592 551
Amendes et pénalités	7	378 090	634 867	638 965
Intérêts	8	120 000	169 899	187 881
Autres revenus	9	47 380	180 694	2 613 185
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	23 886 780	27 069 718	26 563 220
Charges				
Administration générale	12	2 420 687	2 507 438	2 445 150
Sécurité publique	13	4 714 830	5 030 347	4 330 167
Transport	14	4 995 123	5 262 336	4 710 377
Hygiène du milieu	15	3 693 660	3 473 636	3 544 618
Santé et bien-être	16	43 950	27 366	33 069
Aménagement, urbanisme et développement	17	2 737 350	2 733 202	2 294 469
Loisirs et culture	18	2 389 680	2 327 494	2 039 110
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	1 474 353	1 350 598	1 341 430
	21	22 469 633	22 712 417	20 738 390
Excédent (déficit) de l'exercice	22	1 417 147	4 357 301	5 824 830
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		50 460 925	44 636 095
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24		90 924	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		50 551 849	44 636 095
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		54 909 150	50 460 925

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Budget 2012	Réalizations	
			2012	2011
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 417 147	4 357 301	5 824 830
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	6 971 481 ) (	9 606 266)
Produit de cession	3		23 814	
Amortissement	4	3 486 753	3 468 245	2 804 490
(Gain) perte sur cession	5		(13 776)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	3 486 753	(3 493 198)	(6 801 776)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			(790 000)
Variation des stocks de fournitures	9		(39 598)	(21 602)
Variation des autres actifs non financiers	10		(1)	12 300
	11		(39 599)	(799 302)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	4 903 900	824 504	(1 776 248)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(34 901 190)	(33 124 943)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			2
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(34 901 190)	(33 124 941)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(34 076 686)	(34 901 189)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012	2011
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 6 171 027	9 650 440
Placements temporaires	2 50 000	50 851
Débiteurs (note 5)	3 8 246 089	8 178 412
Prêts (note 6)	4 68 347	68 347
Placements à long terme (note 7)	5 82 386	94 284
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7 59 601	55 471
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 14 677 450	18 097 805
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires	11	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12 4 788 065	12 720 561
Revenus reportés (note 11)	13 87 534	91 927
Dette à long terme (note 12)	14 43 878 537	40 186 506
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 48 754 136	52 998 994
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17 (34 076 686)	(34 901 189)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 13)	18 87 901 284	84 317 161
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19 790 000	790 000
Stocks de fournitures	20 223 859	184 262
Autres actifs non financiers (note 15)	21 70 693	70 691
	22 88 985 836	85 362 114
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 54 909 150	50 460 925
Obligations contractuelles (note 16)		
Éventualités (note 17)		

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012		2011
Activités de fonctionnement				
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 357 301		5 824 830
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	2	3 468 245		2 804 490
Autres				
- (gain) perte sur cession immo	3	(13 776)		
- Ajustement	4	(1)		(1)
	5	7 811 769		8 629 319
Variation nette des éléments hors caisse				
Débiteurs	6	(70 268)		(1 320 326)
Autres actifs financiers	7			
Créditeurs et charges à payer	8	(7 929 906)		3 948 823
Revenus reportés	9	(4 392)		(14 043)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(4 130)		(16 598)
Propriétés destinées à la revente	11			(790 000)
Stocks de fournitures	12	(39 598)		(21 602)
Autres actifs non financiers	13	(1)		12 301
	14	(236 526)		10 427 874
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisition	15	(6 971 481 )	(	9 606 266)
Produit de cession	16	23 814		
	17	(6 947 667)		(9 606 266)
Activités de placement				
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	18	(27 234 )	(	27 234)
Remboursement ou cession	19	39 132		36 959
Variation nette des placements temporaires	20			
Variation nette des autres placements à long terme	21			
	22	11 898		9 725
Activités de financement				
Émission de dettes à long terme	23	11 010 450		13 449 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(7 314 611 )	(	6 796 552)
Variation nette des emprunts temporaires	25			(250 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(3 808)		(95 127)
Autres				
-	27			
-	28			
	29	3 692 031		6 307 321
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(3 480 264)		7 138 654
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	9 701 291		2 562 637
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	6 221 027		9 701 291

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Bromont, constituée en vertu de la Loi constituant la Ville de Bromont (Bill privé 111), est régie par la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville. Ils incluent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmère municipal. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

ORGANISMES PÉRIMUNICIPAUX

Société de développement économique de Bromont (SODEB)

La SODEB, fondée le 26 septembre 2000, est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la troisième Partie de la Loi sur les compagnies du Québec.

Ses buts sont entre autres, de favoriser le développement économique de la Ville de Bromont, de faire connaître les avantages économiques, de développer des partenariats avec des entreprises et de recevoir et d'administrer des dons, legs et autres contributions.

La contribution de la Ville de Bromont à cet organisme pour l'exercice financier 2012 est de 169 500 \$.

La SODEB est consolidée intégralement au rapport financier de la Ville de Bromont.

Régie Aéroportuaire Régionale des Cantons de l'Est (RARCE)

La RARCE est une régie intermunicipale composée des municipalités de Bromont, Cowansville et Granby.

La RARCE a pour mandat d'opérer et d'exploiter l'aéroport situé au 101 avenue du Ciel à Bromont ainsi que d'y apporter les améliorations jugées utiles.

Les coûts d'exploitation, les immobilisations et la dette sont répartis à parts égales

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

entre les villes de Bromont, Cowansville et Granby. La quote-part de la Ville de Bromont pour l'exercice financier de 2012 est de 96 000 \$. L'endettement total net à long terme attribuable à la Ville de Bromont au 31 décembre 2012 est de 26 450 \$. Il n'y a aucun créancier ni débiteur entre la Ville de Bromont et la RARCE.

La RARCE est consolidée proportionnellement à 33 1/3 % soit le pourcentage du contrôle de l'organisme.

ORGANISME SUPRAMUNICIPAL

Municipalité régionale de Comté de Brome-Missisquoi (MRC)

La MRC de Brome-Missisquoi est un organisme supramunicipal dont le principal rôle est de fournir un cadre au développement du territoire. Elle a également une vocation de support à la concertation et à la planification régionale.

Les coûts d'exploitation et les immobilisations sont répartis entre les municipalités selon la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la Ville de Bromont ainsi que les montants versés pour l'exercice 2012 est de 403 626 \$. L'endettement total net à long terme attribuable à la Ville de Bromont au 31 décembre 2012 est de 422 983 \$.

Voir la note 20 concernant le rattachement de la Ville de Bromont à la MRC de Brome-Missisquoi.

B) Comptabilité d'exercice

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les événements. Ces transactions sont comptabilisés sans égard au moment où elles sont réglées.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Les revenus et dépenses sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

-Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception généraux et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

-Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

-Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

-Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

-Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

-Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

-Les dons sont constatés à leur juste valeur dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks comprennent les matériaux, les accessoires et les fournitures achetés en vue de rendre des services. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. La meilleure mesure disponible de la valeur nette de réalisation est le coût de remplacement des stocks.

Le montant des stocks qui a été comptabilisé en charges au cours de l'exercice s'élève à 626 304 \$.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes d'amortissement suivantes :

Infrastructures	linéaire	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	linéaire	7, 30 et 40 ans
Véhicules	dégressive	8 à 30 %
Ameublement	linéaire	5 et 10 ans
Machinerie	dégressive	8 et 15 %
Autres	linéaire	1 an

D) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

E) Avantages sociaux futurs

La Ville de Bromont offre des régimes de retraite à ses employés et aux élus municipaux. Les employés de la Ville, incluant les cadres et les élus municipaux, participent à un régime de retraites à cotisations déterminées. Les policiers syndiqués de la Ville de Bromont participent à un régime de retraite à prestations déterminées.

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite collectif (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régime de retraite à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services, avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2012.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants soit 15 ans. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

F) Montant à pourvoir dans le futur

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : la Ville se prévaut des allègements prévus par le Ministère.

G) Autres éléments

PLACEMENTS

Le placement temporaire et les placements à long terme sont comptabilisés au coût et réduits en cas de perte de valeur durable.

DÉPRÉCIATION D'ACTIF À LONG TERME

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif à sa juste valeur.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

Dans le cadre de la préparation d'états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de la Ville doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Parmi les principales composantes des états financiers consolidés exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent la provision pour créances douteuses à l'égard des débiteurs, les durées de vie utile des actifs à long terme, les avantages sociaux futurs dans le cadre des régimes de retraite à prestations déterminées, la juste valeur de certains instruments financiers, et les passifs dans le cadre des éventualités juridiques. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	935 291	638 185
Placements temporaires	2	50 000	
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	1 286 963	1 158 408
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		3 414
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	3 473 103	4 076 462
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 575 113	1 426 327
Organismes municipaux	8	608 121	731 878
Autres			
- Mutations et contraventions	9	1 015 705	399 668
- Divers	10	287 084	382 255
	11	8 246 089	8 178 412
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	2 109 843	1 881 923
Organismes municipaux	13	118 867	130 000
Autres tiers	14		
	15	2 228 710	2 011 923
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	48 202	34 781
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	68 347	68 347
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	68 347	68 347
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	82 386	94 284
Autres placements	23		
	24	82 386	94 284
Note			
Le placement à titre d'investissement est constitué de la participation de la Ville de Bromont dans le fonds de garantie de la franchise collective en responsabilité civile et en biens de l'Union des municipalités du Québec.			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	59 601	55 471
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>59 601</u>	<u>55 471</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	162 853	115 909
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30	290 116	268 482
Autres régimes (REER et autres)	31	2 514	2 605
Régimes de retraite des élus municipaux	32	31 739	32 334
	33	<u>487 222</u>	<u>419 330</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	1 332 226	2 116 669
Salaires et avantages sociaux	38	618 987	639 420
Dépôts et retenues de garantie	39	368 701	1 190 434
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouv Québec-Canada	42	104 949	667 225
- Refinancement à payer	43		3 684 000
- Organismes municipaux-scolaire	44	33 718	146 698
- Intérêts courus sur dette l.t.	45	314 196	390 652
- Rembours. de taxes et divers	46	2 015 288	3 885 463
	47	<u>4 788 065</u>	<u>12 720 561</u>

Note

L'item Remboursement de taxes et divers est composé de :

Remboursement de taxes : 1 927 552 \$

Allocation de départ : 26 558 \$

Divers : 61 178 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		2012	2011
<hr/>			
11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
- Autres	50	54 524	48 332
- Surplus régime de retraite élu	51	33 010	43 595
	52	87 534	91 927
<hr/>			
Note			
<hr/>			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

						2012	2011
12. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	4,15	2013	2017	53	44 234 600	40 561 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5,27	5,27	2015	2015	57	6 265	8 254
Organismes municipaux	1,50	3,50	2014	2014	58	4 062	5 984
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres	5,75	5,75	2018	2018	60	26 450	
					61	44 271 377	40 575 538
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(392 840)	(389 032)
					63	43 878 537	40 186 506

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2012</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2013	64	72	2 713 600	80	89	8 290	97	2 721 890
2014	65	73	2 464 000	81	90	9 006	98	2 473 006
2015	66	74	2 517 000	82	91	7 237	99	2 524 237
2016	67	75	2 571 000	83	92	5 852	100	2 576 852
2017	68	76	2 541 000	84	93	5 885	101	2 546 885
2018 et +	69	77	31 428 000	85	94	507	102	31 428 507
	70	78	44 234 600	86	95	36 777	103	44 271 377
Intérêts et frais accessoires			87	()		104	()	
	71	79	44 234 600	88	96	36 777	105	44 271 377

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme, pour les cinq prochaines années, sont déterminés dans l'hypothèse où les refinancements prévues de dette seront réalisés.

Dans l'éventualité, où les refinancements d'obligations ne soient pas effectués aux dates prévues, les versements annuels seront les suivants :

2013 :	7 885 600 \$
2014 :	8 570 000 \$
2015 :	6 685 000 \$
2016 :	15 298 000 \$
2017 :	5 796 000 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>		
COÛT							
Infrastructures							
Eau potable	106	30 889 098	134	4 520 797	161	188	35 409 895
Eaux usées	107	16 681 082	135	70 808	162	189	16 751 890
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	108	43 183 167	136	3 577 166	163	190	46 760 333
Autres	109	3 989 896	137	692 283	164	191	4 682 179
Réseau d'électricité	110		138		165	192	
Bâtiments	111	12 290 037	139	514 856	166	193	12 804 893
Améliorations locatives	112	120 554	140		167	194	120 554
Véhicules	113	5 274 831	141	232 933	168	195	5 314 791
Ameublement et équipement de bureau	114	1 911 340	142	579 403	169	196	2 490 743
Machinerie, outillage et équipement divers	115	2 902 138	143	426 852	170	197	3 366 890
Terrains	116	7 517 645	144	4 502	171	198	7 519 975
Autres	117	22 835	145		172	199	22 835
	118	<u>124 782 623</u>	146	<u>10 619 600</u>	173	<u>157 245</u>	<u>135 244 978</u>
Immobilisations en cours	119	<u>5 089 191</u>	147	<u>(3 648 119)</u>	174	<u>(2)</u>	<u>1 441 074</u>
	120	<u>129 871 814</u>	148	<u>6 971 481</u>	175	<u>157 243</u>	<u>136 686 052</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ							
Infrastructures							
Eau potable	121	11 688 937	149	566 356	176	203	12 255 293
Eaux usées	122	11 368 513	150	460 732	177	204	11 829 245
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	123	9 149 870	151	1 422 943	178	205	10 572 813
Autres	124	1 581 634	152	169 741	179	206	1 751 375
Réseau d'électricité	125		153		180	207	
Bâtiments	126	5 203 468	154	318 194	181	208	5 521 662
Améliorations locatives	127	52 451	155	24 110	182	209	76 561
Véhicules	128	2 936 976	156	259 040	183	210	2 995 682
Ameublement et équipement de bureau	129	1 635 191	157	67 104	184	211	1 702 295
Machinerie, outillage et équipement divers	130	1 914 778	158	180 025	185	212	2 057 007
Autres	131	22 835	159		186	213	22 835
	132	<u>45 554 653</u>	160	<u>3 468 245</u>	187	<u>238 130</u>	<u>48 784 768</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	<u>84 317 161</u>				215	<u>87 901 284</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations							
Coût	216		219		221	223	
Amortissement cumulé	217	(_____)	220	(_____)	222	(_____)	224
Valeur comptable nette	218	<u>_____</u>				225	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	226	790 000	790 000
Immeubles industriels municipaux	227		
Autres	228		
	229	790 000	790 000
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	230		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	231	790 000	790 000

Note

15. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	232	70 693	70 691
Frais reportés			
-	233		
-	234		
	235	70 693	70 691

Note**16. Obligations contractuelles**

La Ville de Bromont s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation de Bromont à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi de la Société d'Habitation du Québec. Selon les prévisions budgétaires révisées transmises au conseil municipal, l'engagement serait de l'ordre de 22 959 \$ pour l'exercice 2013.

ENLÈVEMENT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Suite au rattachement de la Ville de Bromont à la MRC de Brome-Missisquoi, la Ville de Bromont succède à l'égard de son territoire, aux droits et obligations de la MRC de la Haute-Yamaska dans le contrat actuel se terminant en 2013. Le montant estimé à verser est de 508 575 \$ pour l'année 2013.

COLLECTE DES MATIÈRES RECYCLABLES

La Ville de Bromont a conclu une entente avec la firme Sani-Éco pour la collecte des matières recyclables pour une période de quatre (4) ans se terminant en 2013. Le montant estimé à verser est de 214 429 \$ pour l'année 2013.

GESTION ET VIDANGE DES FOSSES SEPTIQUES

La Ville de Bromont a conclu une entente avec la firme Groupe Deslandes-Fortin Inc. pour la gestion et la vidange des fosses septiques pour une période de deux (2) ans se terminant en 2013. Le montant estimé à verser est de 45 923 \$ pour l'année 2013.

La Ville de Bromont s'est engagée en vertu de baux et contrats pour la location de machinerie, d'équipement et de locaux, à payer des montants totalisant 269 233 \$, lesquels sont payables comme suit :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

2013 : 82 778 \$
2014 : 79 220 \$
2015 : 76 779 \$
2016 : 30 456 \$

La Ville de Bromont a conclu une entente débutant le 1er janvier 2009, et ce, pour une durée de six (6) ans se terminant en 2014, relativement à un contrat de services professionnels en évaluation foncière. Les montants estimatifs à verser totalisant 390 972 \$ pour les deux (2) années restantes au contrat sont les suivants :

2013 : 192 597 \$
2014 : 198 375 \$

La Ville de Bromont a conclu une entente intermunicipale avec la Ville de Lévis débutant le 13 octobre 2009 et ce pour une durée de dix (10) ans relativement à la fourniture du service de répartition des appels administratifs et d'urgence autres que le 9-1-1, à la gestion des activités policières assistées par ordinateur et de transmission des communications sur les fréquences de police et les liens téléphoniques. Les montants estimatifs à verser totalisant 208 000 \$ pour les quatre (4) prochaines années de l'entente sont les suivants :

2013 : 52 000 \$
2014 : 52 000 \$
2015 : 52 000 \$
2016 : 52 000 \$

La Ville de Bromont s'est engagée par divers contrats de déneigement à payer des montants totalisant 69 313 \$ pour l'année 2013.

La Ville de Bromont a confirmé sa participation pour l'année 2013 avec l'organisme Transport Adapté Pour Nous Inc. pour un montant de 24 914 \$.

La Ville de Bromont a conclu en 1992 une entente portant sur l'établissement d'une cour municipale commune par l'extension de la compétence territoriale de la cour municipale de la Ville de Waterloo. Les dépenses en immobilisation sont réparties entre les municipalités au prorata de leur population respective. Les coûts d'exploitation sont répartis entre les municipalités au prorata des dossiers soumis. La Ville de Bromont est donc engagée à payer les cotisations conformément à l'entente.

SODEB - ENGAGEMENT CONTRACTUEL

La SODEB s'est engagée, d'après des contrats de location à long terme pour des locaux, à verser une somme minimum de 93 860 \$ et une somme supplémentaire basée sur une quote-part des taxes et des frais d'exploitation du bâtiment.

Ces contrats échoient le 31 octobre 2013 et le 31 octobre 2014. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 60 186 \$ en 2013 et à 33 674 \$ en 2014.

RARCE - Entente d'infrastructure

En vertu d'une convention signée le 7 février 2006 entre la Ville de Bromont, Bâtiments Québec et la Régie, la Régie s'est engagée à céder le réseau d'égoût et d'aqueduc, à la fin des travaux de construction des conduites d'égoûts et d'aqueduc, à la Ville de Bromont

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

en contrepartie de 1 \$.

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville de Bromont a cautionné un emprunt de l'ordre de 44 999,96 \$ effectué par la Société d'agriculture du comté de Shefford.

b) Auto-assurance

La Ville de Bromont ne pratique pas l'auto-assurance.

c) Poursuites

N/A

d) Autres

N/A

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

18. Redressement aux exercices antérieurs

Le montant du redressement aux exercices antérieurs de l'état consolidé des résultats représente la proportion des actifs qui avait été considéré comme étant des dépenses de fonctionnement en 2011. Toutefois, ces dépenses ont été reclassées comme étant des actifs et ont été ajoutées à l'excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice 2012.

19. Données budgétaires

Les données budgétaires ne sont pas audités et l'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

20. Rattachement à la MRC de Brome-Missisquoi

En vertu du décret 1258-2009 du 2 décembre 2009, la Ville de Bromont a été détachée du territoire de la MRC de la Haute-Yamaska et est maintenant rattachée à celui de la MRC de Brome-Missisquoi depuis le 1er janvier 2010, et ce à certaines conditions ayant un impact financier.

MRC de la Haute-Yamaska

La Ville de Bromont a versé à la MRC de la Haute-Yamaska à titre de compensation financière un montant de 113 780 \$ pour l'année 2012. Le montant à verser pour l'année 2013 est de 28 445 \$.

La Ville de Bromont doit assumer sa quote-part des dépenses annuelles à la gestion de la Maison régionale du tourisme qui a été de 32 424 \$ en 2012 ainsi que sa quote-part des dépenses annuelles relatives au fonctionnement de la Corporation d'aménagement récréo-touristique de la Haute-Yamaska (CARTHY) qui a été de 45 975 \$ en 2012.

MRC de Brome-Missisquoi

Selon le décret, la Ville de Bromont doit verser à la MRC de Brome-Missisquoi un montant équivalant à 16,84 % de la valeur des immobilisations de la MRC et du CLD de Brome-Missisquoi calculée au 31 décembre 2009 ainsi qu'un montant équivalant à 16,84 % de la valeur des surplus accumulés de la MRC et du CLD de Brome-Missisquoi calculé au 31 décembre 2009.

De plus, la Ville de Bromont doit verser un montant de 12 630 \$ pour sa contribution à la Société locale d'investissement dans le développement de l'emploi (SOLIDE) de la MRC Brome-Missisquoi et un montant de 10 954 \$ afin de couvrir les frais nécessaires à la modification des instruments d'urbanisme et de développement régional.

Ces montants représentent un montant dû de 259 580 \$ à la MRC Brome-Missisquoi par la Ville de Bromont qui sera payé en cinq (5) versements annuels égaux et consécutifs, effectués le 1er juillet de chaque année. Le premier versement a été effectué le 1er juillet 2010, et les versements qui seront effectués en 2011, 2012, 2013 et 2014 portent intérêt au taux annuel de 2 % à compter du 1er juillet 2010.

Pour l'année 2012, un montant de 55 724 \$ a été versé à la MRC de Brome-Missisquoi.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

21. Emprunt bancaire

La Ville de Bromont dispose d'une marge de crédit autorisée de 100 000 \$, au taux privilégié (3%), sans garanti, renouvelable au 31 mai 2013, dont 100 000 \$ n'a pas encore été utilisée au 31 décembre 2012.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 3 574 388	2 033 747
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 1 659 273	1 026 497
Montant à pourvoir dans le futur	3 ((53 738)) ((44 795))	
Financement des investissements en cours	4 2 822 401	649 709
Investissement net dans les éléments à long terme	5 46 799 350	46 706 177
	6 54 909 150	50 460 925

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Matières résiduelles	7 185 600	
- Matières recyclables	8 205 100	
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
	16 390 700	
Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés		
- Réfection de piste (RARCE)	17 50 000	50 000
-	18	
-	19	
	20 50 000	50 000
Réserves financières		
- Eaux (Aqueduc et Égout)	21 500 823	353 463
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
	26 500 823	353 463
Fonds réservés		
Fonds de roulement	27 84 043	97 525
Fonds parcs et terrains de jeux	28 20 642	19 723
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29 219 646	226 694
Société québécoise d'assainissement des eaux	30 3 543	2 825
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31 389 876	276 261
Fonds d'amortissement	32	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
- Ajustement	34	6
-	35	
-	36	
-	37	
	38 717 750	623 034
	39 1 659 273	1 026 497

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 (5 863) ()	(10 676)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 (59 601) ()	(55 471)
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Autres		
-	48 () ()	()
-	49 () ()	()
	50 (53 738) ()	(44 795)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51 4 073 687	3 514 579
Investissements à financer	52 (1 251 286) ()	(2 864 870)
	53 2 822 401	649 709
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54 87 901 284	84 317 161
Propriétés destinées à la revente	55 790 000	790 000
Prêts	56 68 347	68 347
Placements à titre d'investissement	57 82 386	94 284
Participations dans des entreprises municipales	58	
	59 88 842 017	85 269 792
Éléments de passif		
Dette à long terme	60 43 878 537	40 186 506
Frais reportés liés à la dette à long terme	61 392 840	389 032
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 (2 228 710) ()	(2 011 923)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 () ()	()
	64 42 042 667	38 563 615
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65	
	66 42 042 667	38 563 615
	67 46 799 350	46 706 177

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Bromont offre à l'ensemble des policiers syndiqués un régime de retraite contributif à prestations déterminées. Le régime est enregistré en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (Québec).

La plus récente évaluation actuarielle du régime a été effectuée en date du 31 décembre 2010.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 55 471	38 873
Charge de l'exercice	5 (162 853)	(115 909)
Cotisations versées par l'employeur	6 166 983	132 507
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>59 601</u>	<u>55 471</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 2 092 119	1 626 267
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (2 284 650)	(1 897 407)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (192 531)	(271 140)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 252 132	326 611
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 59 601	55 471
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>59 601</u>	<u>55 471</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 2 092 119	1 626 267
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (2 284 650)	(1 897 407)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (192 531)	(271 140)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 293 532	248 134
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 293 532	248 134
Cotisations salariales des employés	22 (163 712)	(129 236)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 129 820	118 898
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 19 142	1 660
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	77 729
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	(77 729)
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>148 962</u>	<u>120 558</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 111 929	82 183
Rendement espéré des actifs	34 (98 038)	(86 832)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 13 891	(4 649)
Charge de l'exercice	36 <u>162 853</u>	<u>115 909</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 153 374	(81 535)
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (98 038)	(86 832)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 55 336	(168 367)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 18 612	(3 672)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 2 092 119	1 626 267
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 20	21
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,50 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 5,50 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2012	2011
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)
	68	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76	
Charge de l'exercice	77	

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 290 116	268 482

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime de retraite collectif (RARCE)

La dépense de la Régie correspond aux cotisations versées calculées aux taux de 5 % et 7 % du salaire brut des employés.

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>2 514</u>	<u>2 605</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u>7</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Cotisations des élus au RREM 95		<u>6 209</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	21 154	21 761
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	10 585	10 573
98	<u>31 739</u>	<u>32 334</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2012

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	44 271 377
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 252 218
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	3 544
Débiteurs	8	2 228 711
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	4 073 687
Autres		
- Solde disp règl emprunt fermé	11	389 874
-	12	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	38 827 779
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	14	
Endettement net à long terme	15	38 827 779
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	539 281
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	39 367 060
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	39 367 060
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2012	2012	2012	2011
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	15 811 430	16 005 210	15 408 609
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	15 811 430	16 005 210	15 408 609
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 575 380	1 676 966	1 505 850
Égout	11	633 980	687 877	610 759
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	826 710	848 379	782 039
Autres				
-Fosses septiques	14	55 780	55 326	53 350
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	248 460	227 199	122 804
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	3 340 310	3 495 747	3 074 802
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	3 340 310	3 495 747	3 074 802
	26	19 151 740	19 500 957	18 483 411

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	51 840	58 990	59 153
	35	51 840	58 990	59 153
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	51 840	58 990	59 153
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	51 840	58 990	59 153

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2012	2012	2012	2011
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53		10 585	10 573
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	6 100	6 178	6 105
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65		18 029	
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	41 770	56 373	56 373
Traitement des eaux usées	70		3 246	3 246
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	40 000	336 114	56 737
Tri et conditionnement	74		73 584	72 648
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			124 000
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83		7 500	7 500
Rénovation urbaine	84			10 000
Promotion et développement économique	85			20 000
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	5 130	6 308	30 293
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	59 790	48 799	46 577
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	152 790	548 687	376 933

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94	68 283	68 283	
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			(14 249)
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	431 852	431 852	169 689
Réseau de distribution de l'eau potable	108	947 761	947 761	497 309
Traitement des eaux usées	109	1 150 000		
Réseaux d'égout	110			497 309
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	35 642	35 642	(18 356)
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	1 150 000	1 483 538	1 131 702

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	405 050	489 954	489 954
Programme d'aide financière aux MRC	137			195 248
Autres	138	44 510	44 513	44 513
	139	449 560	534 467	534 467
TOTAL DES TRANSFERTS	140	1 752 350	2 566 692	2 605 531
				1 748 396

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145	90 000		
Sécurité incendie	146	355 650	446 129	446 129
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	445 650	446 129	446 129
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168			
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177		1 803	1 803
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180		1 803	1 803
Réseau d'électricité	181			
	182	445 650	447 932	447 932
				366 300

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2012	2012	2012	2011
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	6 000	13 046	22 767
Sécurité publique	184	36 070	297 463	138 740
Transport				
Réseau routier	185	33 300	37 471	44 132
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190		168 072	170 716
Hygiène du milieu	191	38 800	39 853	44 435
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	93 510	126 474	130 179
Loisirs et culture	194	303 350	344 210	322 409
Réseau d'électricité	195			
	196	511 030	858 517	873 378
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	956 680	1 306 449	1 239 678
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	148 800	224 966	232 376
Droits de mutation immobilière	199	1 050 000	2 057 557	1 133 299
Droits sur les carrières et sablières	200		142 112	222 886
Autres	201	3 500	19 624	3 990
	202	1 202 300	2 444 259	1 592 551
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	378 090	634 867	638 965
INTÉRÊTS	204	120 000	166 559	187 881
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(4 983)	(4 983)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208		45 522	1 494 111
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	3 000	69 427	1 119 074
	212	3 000	109 966	2 613 185

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012		Réalizations 2012		Réalizations 2012	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	420 880	419 832		419 832	419 832	511 123
Application de la loi	2	55 500	232 386		232 386	232 386	196 428
Gestion financière et administrative	3	862 240	890 464	33 485	923 949	928 479	840 479
Greffe	4	290 100	294 129	889	295 018	295 018	238 972
Évaluation	5	149 360	135 378		135 378	135 378	198 097
Gestion du personnel	6	207 790	164 715	2 633	167 348	167 348	181 666
Autres	7	331 490	295 206	33 791	328 997	328 997	278 385
	8	2 317 360	2 432 110	70 798	2 502 908	2 507 438	2 445 150
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 471 050	3 641 095	130 630	3 771 725	3 771 725	3 125 515
Sécurité incendie	10	920 010	1 082 786	159 819	1 242 605	1 242 605	1 181 745
Sécurité civile	11	5 000					1 191
Autres	12	24 500	15 010	1 007	16 017	16 017	21 716
	13	4 420 560	4 738 891	291 456	5 030 347	5 030 347	4 330 167
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 211 010	1 333 031	2 013 303	3 346 334	3 346 334	2 798 741
Enlèvement de la neige	15	1 115 490	915 892	25 798	941 690	941 690	1 041 446
Éclairage des rues	16	73 300	134 768	1 641	136 409	136 409	96 462
Circulation et stationnement	17	108 390	152 981	5 055	158 036	158 036	134 667
Transport collectif							
Transport en commun	18	24 320	24 315		24 315	24 315	28 060
Transport aérien	19	96 000	96 000		96 000	387 962	328 532
Transport par eau	20						
Autres	21	299 730	266 453	1 137	267 590	267 590	282 469
	22	2 928 240	2 923 440	2 046 934	4 970 374	5 262 336	4 710 377

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	994 030	910 223	409 317	1 319 540	1 283 962
Réseau de distribution de l'eau potable	24	245 340	309 193	198 538	507 731	431 807
Traitement des eaux usées	25	264 100	278 093	7 620	285 713	494 821
Réseaux d'égout	26	326 900	379 681	18 923	398 604	406 352
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	293 430	284 486		284 486	243 126
Élimination	28	297 120	290 007		290 007	267 192
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	292 950	297 151		297 151	219 554
Tri et conditionnement	30	29 750	29 104		29 104	80 919
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					732
Autres	34					
Plan de gestion	35	3 960	3 953		3 953	18 052
Autres	36					
Cours d'eau	37	14 110	13 005	2 293	15 298	19 319
Protection de l'environnement	38	63 500	40 707	971	41 678	78 346
Autres	39			371	371	436
	40	2 825 190	2 835 603	638 033	3 473 636	3 544 618
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	43 950	27 366		27 366	33 069
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	43 950	27 366		27 366	33 069
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 385 740	1 248 322	8 167	1 256 489	1 155 017
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	421 210	450 058		450 058	442 788
Tourisme	49	422 250	427 723	6 407	434 130	436 912
Autres	50	360 920	540 735		540 735	176 979
Autres	51			10 818	10 818	82 773
	52	2 590 120	2 666 838	25 392	2 692 230	2 294 469

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	421 470	415 043	16 190	431 233	431 233	350 945
Patinoires intérieures et extérieures	54	625 340	591 204	145 636	736 840	736 840	676 156
Piscines, plages et ports de plaisance	55	91 700	112 216		112 216	112 216	15 490
Parcs et terrains de jeux	56	518 110	484 576	45 883	530 459	530 459	512 611
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59			29 841	29 841	29 841	56 500
	60	1 656 620	1 603 039	237 550	1 840 589	1 840 589	1 611 702
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						158 370
Bibliothèques	62	320 110	303 047	47 517	350 564	350 564	253 999
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	138 030	121 941	14 400	136 341	136 341	15 039
	66	458 140	424 988	61 917	486 905	486 905	427 408
	67	2 114 760	2 028 027	299 467	2 327 494	2 327 494	2 039 110
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	1 327 340	1 231 774		1 231 774	1 231 774	1 226 299
Autres frais	70	131 880	114 658		114 658	114 658	22 365
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	15 100	4 030		4 030	4 166	92 766
	73	1 474 320	1 350 462		1 350 462	1 350 598	1 341 430
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	3 415 070	3 372 080	(3 372 080)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2014	50
Formulaire électronique de transmission et d'attestation	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 de la Ville de Bromont (ci-après «la ville»). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A119354

DATE 2013-05-06

Dernière modification avant dépôt : 2013-05-07 11:44:10

Dernière modification : 2013-05-07 11:44:10

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>19 530 366</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	29 409
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>29 409</u>
Revenus de taxes	11	<u>19 500 957</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2012 ²	1	<u>1 424 669 900</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2012 ²	2	<u>1 454 625 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 439 647 500</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>15 583 176</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 439 647 500</u>
Taux global de taxation réel de 2012	6	| 1 | , | 0 | 8 | 2 | 4 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2012 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2012 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 215 000	1 802 257	3 534 181
Usines de traitement de l'eau potable	2		28 020	210 344
Usines et bassins d'épuration	3	4 000 000	24 933	(2 239)
Conduites d'égout	4		103 941	603 132
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 330 000	3 427 330	4 015 814
Ponts, tunnels et viaducs	7	400 000	20 125	
Systèmes d'éclairage des rues	8		175	13 441
Aires de stationnement	9			46 316
Parcs et terrains de jeux	10	91 730	123 042	272 161
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	52 500	339 157	135 212
Édifices communautaires et récréatifs	14	19 800	13 549	197 546
Améliorations locatives	15			2 532
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	122 500	248 243	244 768
Ameublement et équipement de bureau	18	183 350	459 097	229 715
Machinerie, outillage et équipement divers	19	190 200	337 449	50 743
Terrains	20		2 539	52 600
Autres	21			
	22	8 605 080	6 929 857	9 606 266

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		1 681 840	3 284 777
Usines de traitement de l'eau potable	24		28 020	210 344
Usines et bassins d'épuration	25		24 933	(2 239)
Conduites d'égout	26		46 943	603 132
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27		120 417	249 404
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30		56 998	
	31		1 959 151	4 345 418

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	40 561 300	10 984 000	7 310 700	44 234 600
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	8 254		1 989	6 265
Organismes municipaux	4	5 984		1 922	4 062
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6		26 450		26 450
	7	40 575 538	11 010 450	7 314 611	44 271 377
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8				
Réserves financières et fonds réservés	9	2 824	719		3 543
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	3 249 765	3 076 450	220 755	6 105 460
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	35 311 026	7 484 000	6 861 362	35 933 664
De la municipalité (Société de transport en commun)	12				
	13	38 563 615	10 561 169	7 082 117	42 042 667
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	1 881 923	450 000	222 080	2 109 843
Organismes municipaux	15	130 000		11 133	118 867
Autres tiers	16				
Autres	17				
	18	2 011 923	450 000	233 213	2 228 710
Prêts					
	19				
	20	2 011 923	450 000	233 213	2 228 710
	21	40 575 538	11 011 169	7 315 330	44 271 377
Dette en cours de refinancement					
	22	()		()	
	23	40 575 538	11 011 169	7 315 330	44 271 377

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	275 720	273 899	326 651
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	6 460	6 460	7 926
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	24 320	24 315	28 060
Autres	10	96 000	96 000	
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	24 540	24 533	14 122
Cours d'eau	13	12 460	12 455	
Protection de l'environnement	14	3 960	3 953	3 930
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	55 680	30 538	41 980
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	183 170	183 161	169 510
Autres	21	31 990	32 424	39 749
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	45 900	45 976	27 698
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	760 200	733 714	659 626

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	21,00	33,75	1 546 268	313 178	1 859 446
Professionnels	2					
Cols blancs	3	34,00	37,00	2 083 931	440 673	2 524 604
Cols bleus	4	29,00	40,00	1 607 757	342 877	1 950 634
Policiers	5	22,00	37,80	2 118 754	405 082	2 523 836
Pompiers	6	7,00	40,00	359 596	42 181	401 777
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	113,00		7 716 306	1 543 991	9 260 297
Élus	9	7,00		163 175	40 390	203 565
	10	120,00		7 879 481	1 584 381	9 463 862

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Revenus de transfert		
		Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11			
Réseau de distribution de l'eau potable	12			
Traitement des eaux usées	13			
Réseaux d'égout	14			

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	232 386	27		53	232 386	79		105	232 386	131
Évaluation	2	135 378	28		54	135 378	80		106	135 378	132
Autres	3	2 064 346	29	70 798	55	2 135 144	81	13 046	107	2 122 098	133
	4	2 432 110	30	70 798	56	2 502 908	82	13 046	108	2 489 862	134
Sécurité publique											
Police	5	3 641 095	31	130 630	57	3 771 725	83	280 000	109	3 491 725	135
Sécurité incendie	6	1 082 786	32	159 819	58	1 242 605	84	463 592	110	779 013	136
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8	15 010	34	1 007	60	16 017	86		112	16 017	138
	9	4 738 891	35	291 456	61	5 030 347	87	743 592	113	4 286 755	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 333 031	36	2 013 303	62	3 346 334	88	37 471	114	3 308 863	140
Enlèvement de la neige	11	915 892	37	25 798	63	941 690	89		115	941 690	141
Autres	12	287 749	38	6 696	64	294 445	90		116	294 445	142
Transport collectif	13	120 315	39		65	120 315	91		117	120 315	143
Autres	14	266 453	40	1 137	66	267 590	92		118	267 590	144
	15	2 923 440	41	2 046 934	67	4 970 374	93	37 471	119	4 932 903	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	910 223	42	409 317	68	1 319 540	94		120	1 319 540	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	309 193	43	198 538	69	507 731	95	9 301	121	498 430	147
Traitement des eaux usées	18	278 093	44	7 620	70	285 713	96		122	285 713	148
Réseaux d'égout	19	379 681	45	18 923	71	398 604	97		123	398 604	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	574 493	46		72	574 493	98		124	574 493	150
Matières recyclables	21	326 255	47		73	326 255	99	30 552	125	295 703	151
Autres	22	3 953	48		74	3 953	100		126	3 953	152
Cours d'eau	23	13 005	49	2 293	75	15 298	101		127	15 298	153
Protection de l'environnement	24	40 707	50	971	76	41 678	102		128	41 678	154
Autres	25		51	371	77	371	103		129	371	155
	26	2 835 603	52	638 033	78	3 473 636	104	39 853	130	3 433 783	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	27 366	172	187	27 366	202	217	27 366	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159		174	189		204	219		234		
	160	27 366	175	190	27 366	205	220	27 366	235		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 248 322	176	8 167	1 256 489	206	4 000	1 252 489	236	98 718	
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237		
Promotion et développement économique	163	1 418 516	178	6 407	1 424 923	208	122 474	1 302 449	238	556	
Autres	164		179	10 818	10 818	209	224	10 818	239		
	165	2 666 838	180	25 392	2 692 230	210	126 474	2 565 756	240	99 274	
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	1 603 039	181	237 550	1 840 589	211	311 591	1 528 998	241	39 642	
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	303 047	182	47 517	350 564	212	629	349 935	242	43 380	
Autres	168	121 941	183	14 400	136 341	213	33 793	102 548	243	699	
	169	2 028 027	184	299 467	2 327 494	214	346 013	1 981 481	244	83 721	
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245		
	171	17 652 275	186	3 372 080	21 024 355	216	1 306 449	19 717 906	246	1 350 462	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012****Non audité**

		2012	2011
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 929 857	9 592 640
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	6 929 857	9 592 640

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		2012	2011
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 853 915	80 655
Redressement aux exercices antérieurs	2	38 812	(13 260)
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 892 727	67 395
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 743 260	1 882 011
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(495 012)	(52 641)
Activités d'investissement	6	(382 261)	(42 850)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(390 700)	
Réserves financières et fonds réservés	8		
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	1 475 287	1 786 520
Solde à la fin de l'exercice	12	3 368 014	1 853 915
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13		
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15		
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	390 700	
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	390 700	
Solde à la fin de l'exercice	22	390 700	
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	976 497	1 220 320
Redressement aux exercices antérieurs	24	(71)	
Solde redressé au début de l'exercice	25	976 426	1 220 320
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	859 544	548 232
Activités d'investissement	27	(731 076)	(792 055)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	113 679	
	30	242 147	(243 823)
Solde à la fin de l'exercice	31	1 218 573	976 497

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

	2012	2011
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	32 (44 795)	(13 718)
Redressement aux exercices antérieurs	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (44 795)	(13 718)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 (8 943)	(31 077)
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39 ()	()
Autres	40 ()	()
	41 (8 943)	(31 077)
Diminution de l'exercice	42	
	43 8 943	31 077
Solde à la fin de l'exercice	44 (53 738)	(44 795)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	45 649 709	(992 522)
Redressement aux exercices antérieurs	46 70	(2)
Solde redressé au début de l'exercice	47 649 779	(992 524)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	48 2 286 301	1 642 233
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	49	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	50	
Excédent de fonctionnement affecté	51	
Réserves financières et fonds réservés	52 (113 679)	
	53 2 172 622	1 642 233
Solde à la fin de l'exercice	54 2 822 401	649 709
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	55 45 246 850	42 625 166
Redressement aux exercices antérieurs	56	
Solde redressé au début de l'exercice	57 45 246 850	42 625 166
Variation de l'exercice	58 176 335	2 621 684
Solde à la fin de l'exercice	59 45 423 185	45 246 850

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>992-2011</u> 2	200 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 200 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 200 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 276 195	2	3	4 113 679	5	6	7 389 874
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 276 195	16	17	18 113 679	19	20	21 389 874

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	2012		2011
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 8 | 2 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 8 | 5 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 0 | 9 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 5 | 9 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 3 | 1 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 8 | 2 | 0 | 0 □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	|2|2|6| , |0|0|	\$
Égout	2	| | | | , | | | |	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| |9|5| , |0|0|	\$
Matières résiduelles	5	|1|9|0| , |0|0|	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau compteur (- 80 000 mètres cubes)	,8000	7	mètre cube
Eau compteur (+ 80 000 mètres cubes)	,8500	7	mètre cube
Épuration (commerces-petites industries)	,1300	7	mètre cube
Épuration (industries)	,3630	7	mètre cube
725-92-9 Infra secteur Vieux-Village	,0993	2	
725-92-8 Infra secteur Vieux-Village	,5434	2	
908-2005 Réfection station pompage 4-9	6,7800	7	par unité équivalente
960-2009 Station de pompage PP1	2,5000	7	par unité équivalente
960-2009 Infra rue Bagot	,0430	1	
980-2011 Réfection aqueduc 2011	22,5100	7	par unité équivalente

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2012	7	7 745 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2012 des engagements en vertu du règlement concerné	8	22 574 \$	
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	21 664 \$	
b) autres formes d'aide	12	\$	
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2012 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	114 464 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	\$	
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	3 000	20 <input type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 88, boulevard de Bromont
 (no) (rue)
Bromont J2L 1A1
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 534-2021
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 534-1025
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel info@bromont.com

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Richard Joyal

Téléphone (450) 534-2021
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 534-1025
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel richard.joyal@bromont.com

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Samson Bélair / Deloitte & Touche

Titre Comptables agréés

Adresse 1802, rue King Ouest, bureau 300
 (no) (rue)
Sherbrooke J1J 0A2
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 823-1616
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 564-8078
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel annielessard@deloitte.ca

Responsable du dossier Annie Lessard

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)
 _____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2014

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2012

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

FORMULAIRE ÉLECTRONIQUE DE TRANSMISSION ET D'ATTESTATION

Je , Richard Joyal , atteste que le rapport financier consolidé de Bromont pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, déposé lors de la séance du conseil du 2013-05-06 , est transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Je certifie que les informations ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant et mon rapport de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de	<u>4 357 301</u> \$
Le taux global de taxation réel de 2012 à la page S34 ligne 6 est de	<u>1,0824</u> \$

Date et heure de la dernière modification : 2013-05-07 11:44:10

Date de transmission au Ministère : 2013/05/07

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2012

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Bromont

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Budget 2012	Réalizations 2012		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	22 762 009	22 466 000	25 259 679	546 479	25 540 658
Investissement	2	3 551 813	1 150 000	1 529 060		1 529 060
	3	26 313 822	23 616 000	26 788 739	546 479	27 069 718
Charges	4	20 489 392	22 129 570	22 374 817	603 100	22 712 417
Excédent (déficit) de l'exercice	5	5 824 430	1 486 430	4 413 922	(56 621)	4 357 301
Moins : revenus d'investissement	6 (	3 551 813 ) (	1 150 000 ) (	1 529 060 ) (	) (	1 529 060)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	2 272 617	336 430	2 884 862	(56 621)	2 828 241
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	2 709 004	3 415 070	3 372 080	96 165	3 468 245
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	(133 333)		(42 940)		(42 940)
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 387 577 ) (	2 309 730 ) (	2 530 800 ) (	) (	2 530 800)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	105 589 ) (	550 000 ) (	617 595 ) (	15 174 ) (	632 769)
Excédent (déficit) accumulé	12	(510 070)	(891 770)	(369 345)		(369 345)
Autres éléments de conciliation	13	36 959		46 998	2 172	49 170
	14	(390 606)	(336 430)	(141 602)	83 163	(58 439)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 882 011		2 743 260	26 542	2 769 802

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2011	2012	2011
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	8 102 555	8 206 381	8 246 089
Autres	2	9 776 362	6 163 293	6 431 361
	3	17 878 917	14 369 674	14 677 450
Passifs				
Dette à long terme	4	40 186 506	43 852 087	43 878 537
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	12 796 742	4 801 324	4 875 599
	7	52 983 248	48 653 411	48 754 136
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(35 104 331)	(34 283 737)	(34 076 686)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	82 857 837	86 498 671	87 901 284
Autres	10	1 018 260	1 061 677	1 084 552
	11	83 876 097	87 560 348	88 985 836
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	1 853 915	3 368 014	3 574 388
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	976 497	1 609 273	1 659 273
Montant à pourvoir dans le futur	14 (	(44 795) ) (	(53 738) ) (	(53 738)) (
Financement des investissements en cours	15	649 709	2 822 401	2 822 401
Investissement net dans les éléments à long terme	16	45 246 850	45 423 185	46 799 350
	17	48 771 766	53 276 611	54 909 150

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Matières résiduelles	18	185 600	
- Matières recyclables	19	205 100	
-	20		
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27	390 700	
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	28	50 000	50 000
	29	440 700	50 000
Réserves financières			
Fonds réservés	30	500 823	353 463
	31	717 750	623 034
	32	1 659 273	1 026 497

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Réalisations 2011	Budget 2012	Réalisations 2012	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	18 483 411	19 151 740	19 500 957	19 500 957
Compensations tenant lieu de taxes	2	59 153	51 840	58 990	58 990
Quotes-parts	3				
Transferts	4	596 694	602 350	1 083 154	1 121 993
Services rendus	5	1 068 962	956 680	1 306 449	1 474 521
Autres	6	2 553 789	1 703 390	3 310 129	3 384 197
	7	22 762 009	22 466 000	25 259 679	25 540 658
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	1 131 702	1 150 000	1 483 538	1 483 538
Autres	11	2 420 111		45 522	45 522
	12	3 551 813	1 150 000	1 529 060	1 529 060
	13	26 313 822	23 616 000	26 788 739	27 069 718

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	149 360	135 378		135 378	198 097
Autres	2	2 168 000	2 296 732	70 798	2 367 530	2 247 053
Sécurité publique						
Police	3	3 471 050	3 641 095	130 630	3 771 725	3 125 515
Sécurité incendie	4	920 010	1 082 786	159 819	1 242 605	1 181 745
Autres	5	29 500	15 010	1 007	16 017	22 907
Transport						
Réseau routier	6	2 508 190	2 536 672	2 045 797	4 582 469	4 071 316
Transport collectif	7	120 320	120 315		120 315	356 592
Autres	8	299 730	266 453	1 137	267 590	282 469
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	1 830 370	1 877 190	634 398	2 511 588	2 616 942
Matières résiduelles	10	917 210	904 701		904 701	829 575
Autres	11	77 610	53 712	3 635	57 347	98 101
Santé et bien-être	12	43 950	27 366		27 366	33 069
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	1 385 740	1 248 322	8 167	1 256 489	1 155 017
Promotion et développement économique	14	1 204 380	1 418 516	6 407	1 424 923	1 056 679
Autres	15			10 818	10 818	82 773
Loisirs et culture	16	2 114 760	2 028 027	299 467	2 327 494	2 039 110
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	1 474 320	1 350 462		1 350 462	1 341 430
Amortissement des immobilisations	19	3 415 070	3 372 080	(3 372 080)		
	20	22 129 570	22 374 817		22 374 817	20 738 390

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3